

# Pascal Bruckner : « La haine anti-juive prend plusieurs formes »

Le penseur souligne le rôle de l'islamo-gauchisme dans certains faits antisémites récents.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
GUILLAUME PERRAULT @GuilPerrault

LE PHILOSOPHE et romancier Pascal Bruckner réagit à la profanation du cimetière juif de Quatzenheim (Bas-Rhin). Il analyse ensuite, par ailleurs, ce qu'est l'islamo-gauchisme, qui semble manifester dans les insultes et les menaces proférées contre le penseur Alain Finkielkraut samedi à Paris.

LE FIGARO. - Quelle réaction vous inspire la profanation des tombes du cimetière juif de Quatzenheim ?  
Pascal BRUCKNER. - Quelle que soit l'identité des coupables, toute transgression d'un tabou, comme les vociférations antisémites lors de certains défilés des « gilets jaunes » samedi dernier, donne lieu à un phénomène d'emballement mimétique. Les suiveurs désirent faire parler d'eux à leur tour et accaparer l'attention publique pendant un jour ou deux. Ils se croient en état d'impunité et autorisés à surenchérir. Ils profanent les tombes avec des croix gammées. C'est comme les répliques d'un tremblement de terre, une sorte de réveil de l'abjection. La haine antijuive va ainsi jusqu'à s'en prendre aux morts, comme pour les tuer une seconde fois.

Il existe différentes variétés d'antisémitisme. Les insultes et les menaces contre Alain Finkielkraut, samedi, à Paris, ont paru relever de ce qu'on appelle l'islamo-gauchisme. Qu'entend-on par cette expression ?  
L'islamo-gauchisme naît avec Michel Foucault en 1979 et son enthousiasme pour la révolution khomeyniste de Téhéran. Après Louis Massignon (1883-1962) et Jacques Berque (1910-1995), Foucault reconnaît la force politique explosive de l'islam renaissant. La date de naissance officielle de l'islamo-gauchisme est la publication en 1994 par Chris Harman, leader du SWP (Socialist Workers Party), le minuscule parti trotskyste anglais, d'un long article intitulé *Le Prophète et le prolétariat*, où il prône l'alliance entre militants de gauche et associations musulmanes radicales. Il faut selon lui ramener les brebis égarées de l'islamisme et les mobiliser au service de la seule cause qui vaille : la destruction du capitalisme.  
D'emblée c'est une duperie réciproque qui s'installe : tandis qu'une frange d'altermondialistes prônent l'accord avec l'islam, les intégristes, déguisés en amis de la tolérance, se servent de la gauche pour avancer leurs pions sous le masque d'une rhétorique progressiste. C'est toute l'histoire de l'alliance tragique de Tariq Ramadan avec la gauche européenne et surtout, en France, avec

Mediapart. Double tromperie : les uns soutiennent le voile, au nom de la lutte contre le racisme et le colonialisme. Les autres feignent d'attaquer la mondialisation pour imposer leur version de la foi.

Le stupéfiant dans ces palinodies, c'est à quel point une certaine gauche est prête à piétiner ses valeurs pour complaire aux barbus : l'égalité homme-femme, le doute salvateur, l'esprit critique, tout ce qui était associé traditionnellement à une position éclairée. L'islamo-gauchisme ? La conjonction des ressentiments : une religion en plein désarroi fait alliance avec une gauche en pleine débâcle pour tenter de se sauver l'une par l'autre.

La fascination d'une certaine extrême gauche pour l'islamisme est-elle ancienne ? Comment l'expliquer ? Cette fascination a-t-elle évolué ?

Ce mariage contre-nature est le fruit d'un constat : l'effondrement total de tous les idéaux de la gauche. L'Union soviétique s'est désintégrée, la classe ouvrière s'est massivement réfugiée chez Marine Le Pen, le tiers-monde embrasse avec enthousiasme l'économie de marché et le consumérisme : pour une fraction du mouvement progressiste, seule la jonction avec le fondamentalisme du Croissant sera l'occasion d'un second souffle. La bigoterie néo-bolchevique des fidèles égarés du marxisme a ceci de touchant qu'elle contraint les militants aux pires contorsions idéologiques. L'islam, cette « religion des opprimés » (Emmanuel Todd), devient le dernier grand récit auquel se raccrocher et qui remplace le communisme, la décolonisation, le panarabisme. La grandeur des musulmans vient de ce qu'ils sont les derniers porteurs de la promesse.

Mais à quel prix ? Au prix du reniement de soi et de la régression totale. Pour prendre un exemple, on a vu ainsi des féministes pures et dures (Caroline De Haas, Clémentine Autain) et le sociologue Éric Fassin chercher à minimiser le viol, à l'occasion des événements de Cologne le 1<sup>er</sup> janvier 2016, dès lors qu'il était commis par des immigrés contre des Européennes. Jamais la schizophrénie entre le féminisme et l'antiracisme n'a été aussi marquée. Le mâle en rut n'est coupable que s'il est blanc, hétérosexuel ou occidental. Les autres sont disculpés par avance, par remords postcolonial. Et haro sur les intellectuels arabomusulmans tels Kamel Daoud ou Boualem Sansal qui osent remettre en cause leur propre religion !  
C'est une même culture de l'excuse qui touche les meurtres de masse : ainsi, les attentats du 13 novembre 2015 à Paris, qui ont fait 130 morts, ont été expliqués

par le sociologue Geoffroy de Lagasnerie par le fait que « les terrasses de café sont un des lieux les plus intimidants pour les jeunes des minorités ethniques [...] Un espace où l'on n'ose pas s'asseoir, où l'on n'est pas bien accueilli, où l'on n'est pas servi, où, quand on est servi, c'est cher. Un des lieux les plus traumatisants [...] Au fond, vous pouvez dire qu'ils ont plaqué des mots djihadistes sur une violence sociale qu'ils ont ressentie quand ils avaient 16 ans ». Bref, la gauche est malade du déni : les terroristes, loin d'être des meurtriers, sont des archanges dont les forfaits nous incombent. « Ces monstres sont le produit de notre société. Ce n'est pas l'islam qui a produit ces terroristes. Ces derniers se prétendent de l'islam mais n'ont rien à voir avec l'islam. En revanche, ils sont le produit de toutes les fractures, de toutes les déchirures de notre société », a écrit le journaliste Edwy Plenel (*Bondy Blog*, 14 janvier 2015).

Le discours assimilant Israël à un État raciste pratiquant l'apartheid comme l'Afrique du Sud d'antan est très présent à l'extrême gauche. Pourquoi ces propos sont-ils aussi fréquents dans cette famille de pensée ?  
« La haine d'Israël est le principal aphrodisiaque du monde arabe », disait feu le roi Hassan II. Il est aussi le seul fédérateur de toutes ces familles politiques souvent en désaccord. Selon cette vul-

gate, les Juifs ont perdu tout droit au titre de parias, lequel est désormais l'apanage des Palestiniens. Les musulmans sont devenus les nouveaux Juifs de l'humanité, alors que les Israéliens sont les nouveaux nazis. « Sionisme ADN criminel de l'humanité », criait-on dans les rues de Paris en 2006, « Hitler était sioniste », déclare en 2016 l'ancien maire travailliste de Londres Ken Livingstone. C'est au nom de l'antiracisme et de l'anticolonialisme que l'on condamne l'État hébreu.

Pour citer un historien italien, Enzo Traverso, depuis la création d'Israël, il est arrivé aux Juifs une malédiction pigmentaire : ils ont « blanchi », ont franchi « la ligne de couleur » et sont devenus « Blancs » c'est-à-dire oppresseurs. Avec la fin de l'antisémitisme, le Juif est entré dans la race supérieure, avec la création d'Israël, il est entré dans la maladie européenne du nationalisme et c'est ce qui l'a perdu. Et tout Juif est comptable de l'existence d'Israël, sauf s'il rompt publiquement avec lui. À ces torrents de sottises, il n'est qu'une réponse : aujourd'hui, l'État d'Israël est la seule zone de paix, de prospérité et de respect des libertés individuelles dans un Moyen-Orient en proie au chaos. ■  
\* Auteur de près d'une trentaine d'ouvrages, Pascal Bruckner a notamment publié un essai remarqué, « Un racisme imaginaire. La querelle de l'islamophobie » (Grasset, 2017, 272 p., 19 €).



Le philosophe et romancier Pascal Bruckner.  
J.-C. MARMARA/LE FIGARO

## BENOÎT HAMON « UN MOMENT D'UNITÉ »



BENOÎT HAMON, hier, dans le studio du Figaro.  
STÉPHANE CORREA/LE FIGARO

« Je le défends, non pas pour ce qu'il dit et ce qu'il pense, parce que cela, je le combats. Mais je le défends là où il a été mis en cause : pour ce qu'il est supposé être. »  
Invité du « Talk Le Figaro », Benoît Hamon s'est voulu on ne peut plus clair sur l'agression antisémite dont a été victime Alain Finkielkraut. Tout en dénonçant les idées du philosophe, selon lui « totalement réactionnaires » Benoît Hamon s'est montré tout aussi clair dans son opposition à une loi contre l'antisionisme, comme d'ailleurs Emmanuel Macron. « En clair, peut-on encore critiquer la politique étrangère d'Israël ou sa politique tout court ? J'espère bien que oui, surtout dans une République, a-t-il voulu résumer. Si demain je devais être menacé d'être pénalisé pour des propos qui s'opposent aux choix qui sont faits, ce n'est pas possible. »  
Du rassemblement à la République, il espérait « un moment d'unité nationale entre tous les républicains. Entre ceux qui sont attachés aux principes de la République, des valeurs vivantes, pas des valeurs que l'on proclame pour se désintéresser ensuite des conditions dans lesquelles des Français vivent l'antisémitisme au quotidien. »

## Les pistes pour renforcer un arsenal législatif datant de 1881

STÉPHANE DURAND-SOUFFLAND ET EMMANUELLE MARNAI

« ON PRENDRA des actes, on prendra des lois et on punira », a promis, mardi, Emmanuel Macron face aux tombes du cimetière juif de Quatzenheim. Le chef de l'État avait bousculé son agenda pour se rendre dans ce village du Bas-Rhin, où des tombes avaient été profanées dans la nuit.  
M. Macron s'était auparavant prononcé contre l'idée d'une nouvelle loi punissant l'antisionisme au même titre que l'antisémitisme, formulée par plusieurs députés LREM. Le ministre de l'Intérieur a abondé en ce sens, quand le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, estimait aussi que « l'arsenal législatif » déjà existant était « tout à fait au point » pour lutter contre l'antisémitisme.

### Prison ferme

À supposer qu'il faille légiférer, d'autres pistes que la pénalisation de l'antisionisme seraient donc à explorer. Les délits d'injure ou de provocation à la haine raciste ou antisémite sont punis de peines pouvant aller jusqu'à un an de prison (cinq ans pour la contestation de crimes de guerre ou contre l'humanité) et 45 000 euros d'amende. M<sup>e</sup> Alain Jaku-



Édouard Philippe souhaite que la France se batte pour un projet législatif au niveau européen contre les contenus « haineux, racistes ou antisémites » du Net.

bowicz milite de longue date pour que ces infractions ne soient plus poursuivies, comme aujourd'hui, dans le cadre de la loi de 1881 sur la presse. La loi Pleven de 1972 avait été greffée à ce texte, qui faisait de l'expression raciste un délit, et non une opinion. « La loi de 1881 n'est pas une loi de répression mais de protection » (de la liberté d'expression), argumente l'avocat lyonnais, ancien président de la Licra.

Son confrère parisien Francis Szipiner lui emboîte le pas. « Il faut faire de ces infractions des délits de droit commun », soutient également l'avocat de la famille d'Ilan Halimi. Pour ces pénalistes, l'un des avantages majeurs serait de pouvoir juger en comparaison immédiate les auteurs d'injures racistes – au sens large – pris sur le fait, et de rendre effectives des peines de prison ferme.

La chasse au racisme sur Internet constitue une autre priorité. Le premier ministre a annoncé que la France allait se battre en faveur d'un projet législatif européen contraignant les opérateurs du Net, et notamment les réseaux sociaux, à retirer très rapidement le « torrent de boue » des contenus « haineux, racistes ou antisémites ». En attendant, la législation nationale va être modifiée, a expliqué Édouard Philippe. Le plan en cours d'élaboration étudie la piste de lourdes amendes, comme en Allemagne, contre les réseaux sociaux qui ne retirent pas des propos haineux sous 24 heures, la fermeture des comptes ayant diffusé de manière massive et répétée des messages de haine. Quant à l'intervention sous pseudonymes de cyberenquêteurs sur les espaces de discussion en ligne, elle a déjà été adoptée.

Pour M<sup>e</sup> Szipiner, l'ouverture d'un compte sur quelque réseau social que ce soit devrait être soumise au remplissage d'un formulaire, dans lequel le titulaire indiquerait, pièce à l'appui, son identité réelle et s'engagerait à assumer la responsabilité légale des publications. En cas d'infraction supposée, l'hébergeur serait obligé de fournir ce formulaire à la justice, ce qui éviterait l'accueil de l'impunité sous pseudonyme. ■